

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie  
-----  
REGION DU CENTRE  
-----  
DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET  
AKONO  
-----  
PREFECTURE DE NGOUMOU  
-----  
SERVICE DES AFFAIRES  
ECONOMIQUES ET FINANCIERES  
-----  
COMMISSION DEPARTEMENTALE DE  
PASSATION DES MARCHES PUBLICS  
-----



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
-----  
CENTRE REGION  
-----  
MEFOU AND AKONO DIVISION  
-----  
NGOUMOU DIVISIONAL OFFICE  
-----  
ECONOMIC AND FINANCIAL  
AFFAIRS SERVICE  
-----  
DIVISIONAL TENDERS BOARD OF  
PUBLIC CONTRACTS  
-----

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**EN PROCEDURE D'URGENCE N°004/AONO/J12/SAEF/CDPM/2026 DU 03/08/2026  
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE L'INSPECTION  
D'ARRONDISSEMENT DE L'EDUCATION DE BASE DE NGOUMOU, DEPARTEMENT DE  
LA MEFOU ET AKONO, RÉGION DU CENTRE.**

Financement : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC - Exercice 2026, MINEDUB.

### 1- OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de l'exécution des projets d'investissement public, **le Préfet du Département de la Mefou et Akono**, Maître d'Ouvrage Délégué et Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, pour l'Exécution des Travaux de Réhabilitation de l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base de Ngoumou, Département de la Mefou et Akono, Région du centre.

| Lot | Localité | Arrondissement | Montants prévisionnels<br>(F CFA TTC) |
|-----|----------|----------------|---------------------------------------|
| 1   | NGOUMOU  | NGOUMOU        | 8.000.000                             |

### 2- CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser portent sur :

- 1) Travaux d'Installation de chantier
- 2) Travaux de Charpente -couverture - plafond
- 3) Travaux d'Electricité
- 4) Travaux de Maçonnerie et élévations
- 5) Travaux de Menuiserie bois métallique et vitrerie
- 6) Travaux de plomberie sanitaires
- 7) Travaux de peinture
- 8) Travaux de VRD

### 3- DELAI D'EXECUTION

Le délai prévisionnel d'exécution des travaux est de **trois (03) mois**, incluant toutes les contraintes éventuelles liées à l'enclavement, aux contraintes particulières du site, aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place. Le délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.



Il revient au Cocontractant de proposer dans son offre un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué.

#### **4- ALLOTISSEMENT**

Les travaux objet du présent appel d'offres s'exécutent en lot unique.

#### **5- COUT PREVISIONNEL**

Les coûts prévisionnels des opérations à l'issue des études préalables sont respectivement de **8 000 000 (Huit millions) FRANCS CFA**.

#### **6- PARTICIPATION ET ORIGINE**

La participation au présent Appel d'Offres, est ouverte à égalité de conditions, aux Entreprises de droit camerounais, **catégorisées en (E ou D) dans le secteur des bâtiments et équipements collectifs (BEC)**. Toutefois, la priorité sera accordée aux Entreprises justifiant des capacités techniques et financières pour la réalisation des travaux, objets du présent Appel d'Offres.

#### **7- FINANCEMENT**

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public de la République du Cameroun, Exercice 2026, MINEDUB.

#### **8- CAUTION DE SOUMISSION**

Toutes les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant de 1% du montant prévisionnel, soit **80 000 (Quatre-vingt mille) francs CFA** délivrée par un établissement bancaire de 1<sup>er</sup> ordre ou une compagnie d'assurances agréée par le Ministère en charge des Finances.

#### **9- CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le Dossier d'Appel d'offres peut être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)). La version physique du dossier d'appel d'offres peut être consulté à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marché Publics placée auprès du Préfet du Département de la Méfou et Akono (Service des Affaires Economiques et Financières) dès publication du présent avis.

#### **10- ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marché Publics placée auprès du Préfet du Département de la Méfou et Akono (Service des Affaires Economiques et Financières) dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de : **vingt mille (20 000) francs FCFA** à la **Recette des Finances de Ngoumou**.

La version électronique du Dossier d'Appel d'Offres peut être également obtenue par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission se fait par voie électronique et, est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO à la Recette des finances de Ngoumou.

**N.B** : Le mode de soumission est en ligne.

#### **11- REMISE DES OFFRES**

Pour la soumission en ligne, les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le **01/09/2026 à 12 heures**, à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marché Publics placée auprès du Préfet du Département la Méfou et Akono. Par ailleurs, une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;



- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

## **12- RECEVABILITE DES OFFRES**

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans une clé USB ou CD/DVD sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;

Les plis non-conformes au mode de soumission.

- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives requises, une caution de soumission d'un montant de 1% du montant prévisionnel, soit **80 000 (Quatre-vingt mille) francs CFA** délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurances agréée par le Ministère en charge des Finances.

La caution devra rester valable **trente (30) jours** après la date d'expiration de la validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises, dont la caution de soumission, devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées par l'Autorité compétente des administrations concernées. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois.

Les offres parvenues après les date et heure limites de dépôt ne seront pas recevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions des présents avis et Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

## **13- OUVERTURE DES OFFRES**

L'ouverture des offres se fera en **ligne** dans la salle de la réunion de la préfecture de la Mefou et Akono, le **01/09/2026 à 13 h 00 min** précises, par la Commission Départementale de Passation des Marchés de la Mefou et Akono, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.

**Les originaux de la caution de soumission, du reçu CEDEC et la capacité financière sont remises en séance de dépouillement.**

## **14- CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES**

### **A. Critères éliminatoires :**

#### **a) Offre Administrative**

- ✓ Pièce falsifiée ou non authentique ;
- ✓ Absence de Caution de soumission timbrée au tarif en vigueur accompagné du récépissé de consignation de ladite caution à l'ouverture des offres ;
- ✓ Absence ou Non-conformité de l'une des pièces du dossier administratif, à l'exception de la Caution de soumission et/ou du récépissé de consignation de ladite caution, après le délai de 48 heures règlementaires ;



- ✓ Absence de la charte d'intégrité datée et signée et à l'engagement au des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- ✓ Absence de la Capacité financière à hauteur de **8 000 000 FCFA**

**b) Dossier Technique :**

- ✓ N'avoir pas obtenu au moins un total de **06 critères** sur l'ensemble des **08 critères essentiels soit 75% ;**

**c) Dossier financier :**

- ✓ Absence de l'une des pièces énumérées dans le présent RPCE (volume 3) ;
- ✓ Omission du prix d'une tâche quantifiée dans le bordereau des prix unitaires ou dans le devis estimatif ;
- ✓ Absence d'un sous-détail des prix unitaires dans le BPU ou le DQE ;

**N.B :** les copies certifiées des pièces légalisées devront être datées de moins de trois (03) mois.

**B. Critères essentiels des offres techniques :**

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 08 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) visite de site (**02 critères**) ;
- b) Compréhension du projet (**06 critères**).

**15- ATTRIBUTION** Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre :

- 1- administrative sera jugée conforme ;
- 2- technique sera jugée conforme et aura reçu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à **75 %** soit **06/08**;
- 3- financière après corrections conformément aux dispositions du RPAO des sous détails des prix unitaires, du bordereau des prix unitaires et du devis estimatif, sera jugée conforme aux dispositions du CCTP et classée la moins disante.

**16- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

**17- SIGNATURE DU MARCHÉ**

A l'issue de l'examen des offres, de la proposition du choix des attributaires par la Commission Départementale de Passation des Marchés et du choix définitif du Prestataire par l'Autorité Contractante, le Marché est signé par l'Autorité Contractante et notifié à l'entrepreneur par le Chef Service du Marché.

**18- ADDITIF**

L'Autorité Contractante se réserve le droit en cas de nécessité d'apporter toute autre modification ultérieure au présent Dossier d'Appel d'Offres.

**19- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Maître d'Ouvrage Délégué - Service des Affaires Economiques et Financières aux numéros : 698.66.55.61 ou 674.92.02.36.

**NB. « POUR TOUT ACTE DE CORRUPTION, BIEN VOULOIR APPELER OU ENVOYER UN SMS À LA CONAC AUX NUMÉROS VERT : 1517 »**

03 AOUT 2026

**LE PREFET DU DEPARTEMENT  
DE LA MEFOU ET AKONO  
(Autorité Contractante)**

Copies :

- ✓ ARMP (pour insertion au JDM) ;
- ✓ DD/MINMAP/MAK ;
- ✓ Pdt/CDPM-MAK ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/archives.



*Mme Sop Mote Adeline Claude  
Françoise Euse Echomgouo Nyalli  
Administrateur Civil Principal*



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie  
-----  
REGION DU CENTRE  
-----  
DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET  
AKONO  
-----  
PREFECTURE DE NGOUMOU  
-----  
SERVICE DES AFFAIRES  
ECONOMIQUES ET FINANCIERES  
-----  
COMMISSION DEPARTEMENTALE DE  
PASSATION DES MARCHES PUBLICS  
-----



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
-----  
CENTRE REGION  
-----  
MEFOU AND AKONO DIVISION  
-----  
NGOUMOU DIVISIONAL OFFICE  
-----  
ECONOMIC AND FINANCIAL  
AFFAIRS SERVICE  
-----  
DIVISIONAL TENDERS BOARD OF  
PUBLIC CONTRACTS  
-----

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER**  
**UNDER EMERGENCY PROCEDURE No. 004/AONO/J12/SAEF/CDPM/2026**  
**OF 03/08/2026 2026 FOR THE EXECUTION OF REHABILITATION WORKS ON THE**  
**NGOUMOU SUB-DIVISIONAL INSPECTORATE OF BASIC EDUCATION, MEFOU AND**  
**AKONO DIVISION, CENTRE REGION.**

Financing: **PUBLIC INVESTMENT BUDGET - 2026 Financial Year, MINEDUB.**

**1- SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER**

As part of the implementation of public investment projects, **the Senior Divisional Officer (SDO) of Mefou and Akono Division**, acting as Delegated Contracting Authority and Contracting Authority, hereby launches an Open National Invitation to Tender under emergency procedure for the execution of **rehabilitation works on the Ngoumou Sub-Divisional Inspectorate of Basic Education, Mefou and Akono Division, Centre Region.**

| Lot | Locality | District | Estimated amounts<br>(CFA F, tax incl.) |
|-----|----------|----------|-----------------------------------------|
| 1   | NGOUMOU  | NGOUMOU  | 8 000 000                               |

**2- SCOPE OF WORKS**

The works to be carried out comprise:

- 1) Site setup works
- 2) Structural framework, roofing, and ceiling works
- 3) Electrical works
- 4) Masonry and structural walling works
- 5) Wood and metal carpentry and glazing works
- 6) Plumbing and sanitary works
- 7) Painting works
- 8) External works and utilities (VRD)

**3- EXECUTION PERIOD**

The estimated execution period for the works is three (03) months, accounting for any potential constraints related to site accessibility, specific site conditions, weather conditions, and on-site access routes. The period commences on the date of notification of the work commencement order. It is the responsibility of the Contractor to propose, within their bid, an execution schedule that falls within the aforementioned timeframe.



#### **4- LOT ALLOCATION**

The works covered by this call for tenders are to be executed as a single lot.

#### **5- ESTIMATED COST**

The estimated cost of the operations, based on preliminary studies, is 8,000,000 (eight million) CFA Francs.

#### **6- PARTICIPATION AND ELIGIBILITY**

Participation in this Call for Tenders is open, on equal terms, to companies governed by Cameroonian law and classified in category E or D in the Buildings and Collective Facilities (BEC) sector. However, priority will be given to companies demonstrating the technical and financial capacity to execute the works covered by this Call for Tenders.

#### **7- FUNDING**

The works covered by this Call for Tenders are financed by the Public Investment Budget of the Republic of Cameroon, 2026 Financial Year (MINEDUB).

#### **8- BID BOND**

All bids must be accompanied by a bid bond amounting to 1% of the estimated cost i.e., **80,000 (eighty thousand) CFA francs** issued by a first-rate bank or an insurance company approved by the Ministry in charge of Finance.

#### **9- CONSULTATION OF THE TENDER DOSSIER**

The Tender Dossier may be consulted online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the ARMP website ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)). A physical copy of the Tender Dossier may be consulted at the Internal Public Procurement Administrative Management Unit attached to the Senior Divisional Officer (Préfet) of Méfou and Akono Division (Economic and Financial Affairs Service) upon publication of this notice.

#### **10- ACQUISITION OF THE TENDER DOSSIER**

The physical version of the Tender Dossier may be obtained from the Internal Administrative Public Procurement Management Unit attached to the Senior Divisional Officer of Méfou and Akono (Economic and Financial Affairs Service) upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of **twenty thousand (20,000) FCFA francs** at the Ngoumou Public Treasury.

The electronic version of the Tender Dossier may also be obtained via free download at the addresses indicated above. However, submission must be made electronically and is conditional upon payment of the Tender Dossier purchase fee at the Ngoumou Public Treasury.

N.B.: Submission is to be made online.

#### **11- SUBMISSION OF BIDS**

For online submission, bids must be transmitted by the bidder via the COLEPS platform no later than **01/09/2026 at 12:00 noon** to the Internal Administrative Public Procurement Management Unit attached to the Prefect of the Méfou and Akono Department. Furthermore, a backup copy of the bids, saved on a USB flash drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy" and bearing the tender reference details, within the stipulated timeframe.

The maximum sizes for documents transmitted via the platform and constituting the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

Accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders should use compression software to reduce the size of files to be transmitted, if necessary.



## 12- ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, technical proposal, and financial proposal must be submitted on a USB drive or CD/DVD in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy" and bearing the tender reference, within the prescribed deadlines. The following will be deemed inadmissible by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing information revealing the bidder's identity;
- Envelopes received after the submission deadline;
- Envelopes not complying with the submission method;
- Envelopes not indicating the specific tender reference.

Any bid that is incomplete according to the requirements of the Tender Dossier will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by an institution or financial body authorized by the Minister of Finance to issue bonds for public contracts, or failure to use the templates provided in the Tender Dossier, will result in the outright rejection of the bid without recourse. A bid bond submitted that does not relate to the specific tender in question will be considered missing. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session will not be accepted.

Each bidder must attach to the required administrative documents a bid bond amounting to 1% of the estimated cost i.e., **80,000 (eighty thousand) CFA francs** issued by a first-rate bank or an insurance company authorized by the Ministry of Finance.

The bond must remain valid for thirty (30) days beyond the bid validity expiration date.

To avoid rejection, the required administrative documents, including the bid bond, must be submitted as originals or as copies certified by the competent authority of the relevant government agency. They must be dated within the last three (03) months.

Bids received after the submission deadline will not be accepted.

Any bid that does not comply with the requirements of this notice and the Tender Dossier will be declared inadmissible.

## 13- OPENING OF BIDS

The opening of bids will take place in the meeting room of the Méfou and Akono Divisional Office on **28/08/2026 at exactly 1:00 PM**, conducted by the Méfou and Akono Divisional Tenders Board, in the presence of bidders or their duly authorized representatives who possess full knowledge of the bid for which they are responsible.

The originals of the bid bond, the CEDEC receipt, and proof of financial capacity must be submitted during the bid opening session.

## 14- BID EVALUATION CRITERIA

### A. Eliminary criteria:

#### a) Administrative Bid

- ✓ Falsified or non-authentic document;
- ✓ Absence of a bid bond stamped at the current rate, accompanied by the deposit receipt for said bond at the time of bid opening;
- ✓ Absence or non-conformity of any document in the administrative file—with the exception of the bid bond and/or the deposit receipt for said bond—after the regulatory 48-hour grace period;
- ✓ Absence of the dated and signed integrity charter and the dated and signed commitment to environmental and social clauses;
- ✓ Absence of financial capacity amounting to 8,000,000 FCFA;

#### b) Technical Bid:

- ✓ Failure to meet at least 6 out of the 8 essential criteria (i.e., 75%);

#### c) Financial proposal:

- ✓ Absence of any document listed in this RPCE (Volume 3);



- ✓ Omission of the price for a quantified task in the Schedule of Unit Prices or the Estimated Bill of Quantities;
- ✓ Absence of a unit price breakdown in the Schedule of Unit Prices or the Estimated Bill of Quantities;

**N.B.:** Certified copies of legalized documents must be dated within the last three (03) months.

**B. Essential criteria for technical proposals:**

The evaluation of technical proposals will be based on 08 criteria derived from the essential criteria listed below:

- a) Site visit (02 criteria);
- b) Understanding of the project (06 criteria).

## 15- AWARD

**The Contract will be awarded to the bidder whose bid:**

1. Administrative offer is deemed compliant;
2. Technical offer is deemed compliant and has received a percentage of "yes" greater than or equal to 75%, i.e., 06/08;
3. Financial offer, after corrections in accordance with the provisions of the RPAO regarding the sub-details of unit prices, the unit price schedule, and the detailed estimate, is deemed compliant with the provisions of the CCTP and ranked the lowest bidder.

## 16- VALIDITY PERIOD OF BIDS

Bidders remain committed to their bids for **ninety (90) days** from the deadline set for the submission of bids.

## 17- SIGNATURE OF THE CONTRACT

Following the examination of bids, the proposal of choice of successful bidders by the Divisional Tenders Board, and the final choice of the Provider by the Contracting Authority, the Contract is signed by the Contracting Authority and notified to the entrepreneur by the Head of the Contracts Service.

## 18- ADDENDUM

The Contracting Authority reserves the right, if necessary, to make any subsequent modification to this Tender File.

## 19- COMPLEMENTARY INFORMATION

Additional information may be obtained during working hours from the Delegated Contracting Authority (Economic and Financial Affairs Department) at the following numbers: 698.66.55.61 or 674.92.02.36.

**NB: "TO REPORT ANY ACT OF CORRUPTION, PLEASE CALL OR SEND AN SMS TO CONAC VIA THE TOLL-FREE NUMBER: 1517."**

Ngoumou, on the **03 AOUT 2026**

**THE SENIOR DIVISIONAL OFFICER OF  
MEFOU AND AKONO DIVISION**

*(Contracting Authority)*

**Copies:**

- ARMP (for insertion in the JDM);
- DD/MINMAP/MAK;
- Pdt/CDPM-MAK;
- Notice Board.



*Mme Sop Mote Adeline Claude  
Françoise Euse Echomgouo Nzalli  
Administrateur Civil Principal*